RCS : VALENCIENNES
Code greffe : 5906

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VALENCIENNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 50128
Numéro SIREN : 409 237 849
Nom ou dénomination : SOGEMEDIA

Ce dépôt a été enregistré le 06/08/2019 sous le numéro de dépôt 4144

N° 2050-SD 2019

(1) **BILAN - ACTIF**

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

Désignation de l'entreprise : SOGEMEDIA — Durée de l'exercice exprimée en mois [1][2]

Adresse de l'entreprise : 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES — Durée de l'exercice précédent * [1][2]

Numéro SIRET* 4 0 9 2 3 7 8 4 9 0 0 0 1 6 — Néant ☐ *

Exercice N clos le. 3 1 1 2 2 0 1 8

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	2 690	AG	115	2 575
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP		AQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS		
	Autres immobilisations corporelles	AT	16 953	AU	14 696	2 257
	Immobilisations en cours	AV		AW		
	Avances et acomptes	AX		AY		
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU	5 071 841	CV		5 071 841
	Créances rattachées à des participations	BB	108 790	BC		108 790
	Autres titres immobilisés	BD	160	BE		160
	Prêts	BF		BG		
	Autres immobilisations financières *	BH		BI		
	TOTAL (II)	BJ	5 200 434	BK	14 810	5 185 623
ACTIF CIRCULANT — STOCKS*	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	284 599	BY		284 599
	Autres créances (3)	BZ	1 469 838	CA		1 469 838
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
ACTIF CIRCULANT — DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres: .....)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	2 382	CG		2 382
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	9 218	CI		9 218
	TOTAL (III)	CJ	1 766 036	CK		1 766 036
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Écarts de conversion actif * (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	6 966 470	1A	14 810	6 951 660

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP 108 790 — (3) Part à plus d'un an : CR 1 208 201

Clause de réserve de propriété : * — Immobilisations : — Stocks : — Créances :

© Sage

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

N° 2051-SD 2019

② BILAN - PASSIF avant répartition

Désignation de l'entreprise : SOGEMEDIA — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 3 366 000 .....)	DA	3 366 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	20 999
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	344 219
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 988
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	3 733 205
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	33 906
	Provisions pour charges	DQ	
	TOTAL (III)	DR	33 906
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	272 189
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	2 357 592
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	414 024
	Dettes fiscales et sociales	DY	134 151
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	6 594
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	
	TOTAL (IV)	EC	3 184 549
	Ecarts de conversion passif * **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	6 951 660

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Écart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	927 855
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	45 774

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

© Sage

N° 2052-SD 2019

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L' EXERCICE (En liste)

Désignation de l'entreprise : SOGEMEDIA — Néant ☐ *

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D' EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB	FC	
	Production vendue biens *	FD		FE	FF	
	Production vendue services*	FG	650 563	FH	FI	650 563
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	650 563	FK	FL	650 563
	Production stockée*				FM	
	Production immobilisée*				FN	
	Subventions d'exploitation				FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP	546
	Autres produits (1) (11)				FQ	5
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR	651 114
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS	17 815
	Variation de stock (marchandises)*				FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW	351 908
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX	7 591
	Salaires et traitements*				FY	282 770
	Charges sociales (10)				FZ	85 281
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements*				GA	3 825
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions				GB	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GC	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD	
	Autres charges (12)				GE	70
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF	749 260
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	(98 146)
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**				GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**				GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK	105 864
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	16 977
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	
	Différences positives de change				GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO	430
	Total des produits financiers (V)				GP	123 271
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	24 637
	Différences négatives de change				GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT	
	Total des charges financières (VI)				GU	24 637
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	98 634
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	488

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

© Sage

N° 2053-SD 2019

④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

Désignation de l'entreprise SOGEMEDIA — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	1 500
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	1 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortisscments et provisions (6 ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	1 500
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ	
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	775 884
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	773 897
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	1 988

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G	
(3) Dont	- Crédit - bail mobilier *	HP	
	- Crédit - bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	546
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	64
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :	Exercice N — Charges exceptionnelles	Exercice N — Produits exceptionnels
Reprise sur provision litige salarié		**1 500**

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :	Exercice N — Charges antérieures	Exercice N — Produits antérieurs

© Sage

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

Annexe

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce ainsi que du règlement du CRC n° 2014-03.

Nous avons appliqué les simplifications offertes par le plan comptable aux PME concernant la possibilité de continuer d'amortir les biens non décomposables sur leur durée d'usage.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant n'est à signaler sur l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes

a) Les immobilisations

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

- Matériel de bureau et informatique — 3 à 5 ans
- Mobilier — 10 ans

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le secteur de la presse connait une mutation depuis quelques années, incitant le Groupe à des changements de stratégie.

Dans ce secteur, il est important de considérer la valeur économique d'un titre par rapport notamment à sa diffusion et à son audience print et web, au-delà des résultats économiques.

Publi-Louvre

Il faut signaler un fait nouveau important ayant un impact favorable sur la valorisation de la société. En effet, la loi Pacte pérennisant le dispositif de la publicité légale dans la presse, les journaux qui disposent d'une habilitation à publier les annonces légales font l'objet d'un intérêt renforcé de la part des investisseurs. Or, la société Publi-Louvre dispose de trois habilitations dans des départements à forte activité économique donc à fort potentiel d'annonces : Hauts de Seine, Seine Saint Denis et Val de Marne.
De plus des partenariats avec des titres économiques nationaux ont été signés pour la publication d'annonces légales.
Ce point d'intérêt pour la presse diffusant des annonces légales bénéficie aussi à tous les autres titres du Groupe.

Société Ardennaise de Presse

Dans un contexte économique difficile, une restructuration a été mise en œuvre à compter du 1er septembre 2018 pour rééquilibrer l'exploitation du journal. Elle n'a donc produit son effet qu'au cours du dernier quadrimestre de l'année 2018 alors qu'elle entraînait, dans l'immédiat, des charges directement liées à cette restructuration. Les mesures suivantes ont été prises :

- La société a quitté ses locaux de Charleville-Mézières, d'où une appréciable économie,
- Elle ne supporte plus de charges de personnel d'accueil, commercial, graphiste et animateur des ventes.

- S'agissant des journalistes, un rapprochement avec le pôle des journaux de l'Aisne permet des économies d'échelle, sachant que les salaires des journalistes collaborant à la Semaine des Ardennes ne lui sont imputés qu'à hauteur de 20 % et 30 %.
- Limitation du budget des honoraires et des frais de correspondants

L'exercice 2019 devrait donc enregistrer en année pleine le bénéfice d'une forte réduction des coûts, de l'ordre de 100 à 150 K€.

Parallèlement, *La Semaine des Ardennes* disposant d'une habilitation à la publication des annonces légales et d'un site Internet consacré pour l'essentiel à l'information politique et générale, donc susceptible d'être également habilité, son fonds de commerce se trouve revalorisé.

Nous disposons donc ainsi d'éléments favorables à un redressement significatif de l'exploitation dès 2019.

Oise Publications :

Avec la création de deux nouvelles éditions du « Bonhomme Picard » qui étend ainsi sa zone de diffusion, la société continue son développement malgré cette période difficile pour la presse en général. On observe notamment une évolution positive de la diffusion payée du titre.

Après quelques années d'accompagnement commercial par un conseiller externe, la société a pris la décision de gérer de manière autonome la commercialisation de l'espace publicitaire de ses journaux. Elle en attend une progression de son chiffre d'affaires en 2019.

Par ailleurs, d'importantes économies au niveau des honoraires et frais de correspondants ont été engagées.

Observations d'ordre général :

Le groupe a engagé un important effort de transition numérique, non seulement dans le secteur de l'impression sur rotative numérique qui se développe de manière satisfaisante, mais également dans le domaine éditorial et commercial.

On constate une progression constante de la fréquentation des sites internet, en particulier celle de l' « Observateur.fr », qui dépasse aujourd'hui 680 000 visites par mois. En outre, le Groupe a développé un kiosque numérique avec une application associée accueillant les journaux du Groupe et ceux d'éditeurs tiers.

Cette présence renforcée dans le marché du numérique ouvre des perspectives commerciales prometteuses (ventes d'espaces publicitaires en programmatique ou de gré à gré, etc...).

Cette stratégie de mutation vers les supports digitaux, à partir de la force des marques de presse, implique nécessairement des investissements humains et matériels dont la rentabilité ne peut être immédiate. Elle est pourtant essentielle pour offrir au Groupe Sogemedia un avenir dans le secteur de l'information et de la communication, particulièrement sensible aux médias capables d'atteindre des cibles personnalisées et des marchés locaux.

Enfin, on peut noter que la directive européenne, créant un droit voisin du droit d'auteur en-cours de transposition en droit français, apportera une ressource complémentaire aux journaux dont le contenu éditorial est repris par les plateformes digitales (google, facebook...).

Notons à cet égard que les partenaires bancaires du Groupe valident sa stratégie en le soutenant à travers, par exemple, un prêt de 250 K€ sur 5 ans accordé par le Crédit du Nord.

c) Créances

Elles sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Intégration fiscale

La société Sogemedia est intégrée fiscalement au Groupe portant le même nom depuis le 1er janvier 2000.

Elle supporte pendant la durée de l'intégration la charge d'impôt sur les sociétés « théorique » calculé sur ses résultats propres comme en l'absence d'option pour l'intégration.

La société Mère dispose ainsi d'une créance d'un montant égal à l'impôt sur les sociétés comptabilisé par ses filiales. Ce montant est inscrit en compte inter sociétés générateur d'aucun intérêt.

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les économies d'impôt réalisées par la société Mère lui bénéficient définitivement.
Au même titre que l'impôt sociétés calculé sur ses propres résultats, la charge d'impôt complémentaire « théorique » liée à des corrections ou rectifications ultérieures est supportée par la société filiale Sogemedia.

Par ailleurs, seule redevable de l'impôt société, la société Mère Sogemedia est également titulaire de la créance au titre du CICE.
Le CICE comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 202 K€ (dont 13 K€ propre).

Au bilan, il a été imputé au poste « Autres créances » pour 202 K€ (somme à se faire rembourser par l''Etat).

La société Mère Sogemedia dispose en parallèle d'une dette d'un montant de 189 K€ comptabilisée par ses filiales (somme qui sera restituée aux différentes filiales). Ce montant est inscrit en compte inter-sociétés générateur d'aucun intérêt.

Liste des sociétés intégrées fiscalement

SOCIETES	N° SIRET	CODE NAF	
SA SOGEMEDIA	40923784900016	5813Z	Mère
SAS PROPUBLIC	59202186900041	5814Z	Filiale
SAS L'OBSERVATEUR	44632040000034	5813Z	Filiale
SARL OISE PUBLICATIONS	41834449500019	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DE L'ADOUR	39882498700042	5813Z	Filiale
SA SOCENDI	67204136500012	5814Z	Filiale
SARL L'IMPRIMERIE DE L'AVESNOIS	44542020100060	5814Z	Filiale
SAS NPI	34899218100019	5814Z	Filiale
SA CROSS MEDIA CONSULTING	41407858400086	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DU DEMOCRATE	48004213400027	5813Z	Filiale
SARL ATELIER GRAPHIQUE AVESNOIS	49322381200014	1812Z	Filiale
SA PRESSE MEDIAS LOCAUX	74652004800057	5813Z	Filiale
SARL ALEF	40058111200028	7022Z	Filiale
EURL PUBLI LOUVRE	49184785100053	5813Z	Filiale

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 13 100 €.

Au compte de résultat, la société a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales).

Au bilan, il a été imputé en déduction du poste « IS à payer » et figure au niveau des « Autres créances ».

Ce « produit » correspond au crédit d'impôt qui va être demandé à l'occasion de la déclaration du solde de l'impôt société.

Il traduit le droit au CICE acquis par la société relatif aux rémunérations éligibles comptabilisées dans l'exercice (en appréciant par année civile la probabilité d'obtention finale du montant déterminé de CICE au titre de chaque salarié).

Le CICE a permis notamment de participer au financement en matière :

- d'investissements réalisés pour : 4 093 €.
- de reconstitution de notre fonds de roulement pour : 9 007 €.

Transactions entre les entreprises liées

Conformément à l'article R 123-197-A du code du commerce nous vous précisons que la société effectue des transactions entre parties liées à des valeurs normales du marché.

Immobilisations

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 540		2 690
TOTAL immobilisations incorporelles :	**3 540**		**2 690**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 263		1 403
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**18 263**		**1 403**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 178 555		108 796
Autres titres immobilisés	240		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	**5 178 795**		**108 796**
TOTAL GÉNÉRAL	**5 200 598**		**112 889**

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		3 540	2 690	
TOTAL immobilisations incorporelles :		**3 540**	**2 690**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		2 713	16 953	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		**2 713**	**16 953**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		106 720	5 180 631	
Autres titres immobilisés		80	160	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :		**106 800**	**5 180 791**	
TOTAL GÉNÉRAL		**113 053**	**5 200 434**	

© Sage

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	2 839	816	3 540	115
TOTAL immobilisations incorporelles :	**2 839**	**816**	**3 540**	**115**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	14 400	3 009	2 713	14 696
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**14 400**	**3 009**	**2 713**	**14 696**
TOTAL GÉNÉRAL	**17 238**	**3 825**	**6 253**	**14 810**

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	816		
TOTAL immobilisations incorporelles :	**816**		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 009		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	**3 009**		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	**3 825**		

Provisions Inscrites au Bilan

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	35 406		1 500	33 906
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	**35 406**		**1 500**	**33 906**
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GÉNÉRAL	**35 406**		**1 500**	**33 906**

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	108 790	108 790	
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	**108 790**	**108 790**	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	284 599	284 599	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	546	546	
État - Impôts sur les bénéfices	206 638	206 638	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	52 634	52 634	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	1 208 201		1 208 201
Débiteurs divers	1 824	1 824	
TOTAL de l'actif circulant :	**1 754 443**	**546 241**	**1 208 201**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 218	9 218	
TOTAL GÉNÉRAL	**1 872 450**	**664 249**	**1 208 201**

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	46 354	46 354		
- à plus d' 1 an à l'origine	225 835	48 877	176 958	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	414 024	414 024		
Personnel et comptes rattachés	36 476	36 476		
Sécurité sociale et autres organismes	32 277	32 277		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	60 397	60 397		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 000	5 000		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés	2 357 592	277 855	2 079 737	
Autres dettes	6 594	6 594		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	**3 184 549**	**927 855**	**2 256 694**	

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 987
Dettes fiscales et sociales	35 175
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	580
Autres dettes	658
TOTAL	**175 400**

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	546
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	1 824
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	**2 370**

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	9 218	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	**9 218**	

Détail des Transferts de Charges

NATURE	Montant
Remboursement de salaires sur formation	546
TOTAL	**546**

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	736 959
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	18 415
Autres engagements donnés :	
TOTAL	755 374

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	325 000
Autres engagements reçus :	
TOTAL	325 000

Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	225 835
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	225 835

Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		5 071 841	
Créances rattachées à des participations		108 790	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		269 456	
Autres créances		1 208 201	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		1 173 503	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		391 105	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	220000	15,3
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	220000	15,3

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénominations - Sièges Social - Clôtures	Capital Capitaux Propres	% détention	Val.brute Titres	Prêts Avances	Chiffre affaires Résultat
FILIALES					
OBSERVATEUR (31/12/2018) 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES	150 000 1 487 367	95,00%	3 106 530	0 571 516	4 971 731 -164 992
PROPUBLIC (31/12/2018) 8 Rue François Villon 75015 PARIS	224 750 324 951	99,16%	410 535	0 40 923	4 532 918 1 757
OISE PUBLICATIONS (31/12/2018) 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES	15 245 -1 278 484	99,80%	15 199	296 033 21 040	1 866 834 -238 817
EDITIONS ADOUR (31/12/2018) 25 Rue Brauhauban 65000 TARBES	76 225 205 619	99,98%	0	0 203 654	974 667 -7 681
PRESSE ET MEDIAS LOCAUX (31/12/2018) 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES	160 000 -90 112	96,75%	129 452	7 764 0	1 065 790 283
SOCENDI (31/12/2018) 8 Rue François Villon 75015 PARIS	97 415 -425 791	1,20%	571	0 0	31 203 -44 794
IMPRIMERIE DE L'AVESNOIS (31/12/2018) 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES	40 500 1 715 587	1,00%	400	0 52 953	3 987 143 -93 155
ECHO DU BERRY (31/12/2018) 3 Rue Ajasson de Grandsagne 36400 LA CHATRE	60 000 964 603	50,00%	700 089	0 79 024	1 602 620 86 554
EDITIONS DU DEMOCRATE (31/12/2018) 17 Place des Petites Boucheries 24100 BERGERAC	10 000 -239 433	99,90%	9 990	16 525 7 005	510 349 -6 243
C.M.C. (31/12/2018) 5 Cité du Midi 75018 PARIS	129 901 133 352	99,99%	245	0 196 025	276 907 3 640
L'ABEILLE DE LA TERNOISE COMMUNICATION 17 ZAE de Canteraine 62130 ST-POL/TERNOISE	40 200 1 668 883	29,15%	220 826	0 0	1 313 233 58 088
SOCIETE ARDENNAISE DE PRESSE (31/12/2018) 1 Rue Robert Bichet 59440 AVESNELLES	335 000 -692 036	37,31%	50 001	666 267 0	222 815 -83 421
PUBLI LOUVRE (31/12/2018) 8 Rue François Villon 75015 PARIS	70 500 95 214	100,00%	213 000	183 270 1 964	203 466 -2 399
LA RENAISSANCE (31/12/2018) 13 Rue des deux Ponts 71600 Paray Le Monial	72 000 437 270	50,00%	215 000	0 0	1 124 180 42 740
H.C.R. (31/12/2018) 18 bis rue Lalande 01000 Bourg en Bresse	548 921 701 322	50,00%	1	0 0	5 157 757 80 815

François-Xavier ZALISZ
Raphaël DEMEESTERE
Commissaires aux Comptes
CRCC de DOUAI

CHD
Audit - Hauts de France

Z.A ValPark
B.P 10004
59316 VALENCIENNES Cedex 9
Tél. 03.27.46.01.96
E-mail : valenciennes@groupechd.fr

SAS « SOGEMEDIA »

au capital de 3 366 000 €

Siège social :

Rue Robert Bichet
59440 AVESNELLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2018

Ce rapport contient 24 pages dont page de garde et annexes.

A l'Assemblée Générale de la société SOGEMEDIA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGEMEDIA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'Annexe des comptes annuels concernant les règles spécifiques de valorisation des titres de participation détenus sur les filiales du Groupe et la situation économique du secteur d'activité.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont

pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valenciennes,
Le 14 juin 2019

Pour la société
CHD AUDIT Hauts-de-France

François-Xavier ZALISZ
Commissaire aux comptes associé
CRCC de Douai

Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	2 690	115	2 575	701
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations incorporelles :	**2 690**	**115**	**2 575**	**701**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	16 953	14 696	2 257	3 863
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles :	**16 953**	**14 696**	**2 257**	**3 863**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 071 841		5 071 841	5 071 835
Créances rattachées à des participations	108 790		108 790	106 720
Autres titres immobilisés	160		160	240
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL Immobilisations financières :	**5 180 791**		**5 180 791**	**5 178 795**
ACTIF IMMOBILISÉ	**5 200 434**	**14 810**	**5 185 623**	**5 183 359**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	284 599		284 599	376 349
Autres créances	1 469 838		1 469 838	1 445 736
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**1 754 437**		**1 754 437**	**1 822 085**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 382		2 382	4 061
Charges constatées d'avance	9 218		9 218	6 495
TOTAL disponibilités et divers :	**11 600**		**11 600**	**10 556**
ACTIF CIRCULANT	**1 766 036**		**1 766 036**	**1 832 640**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	**6 966 470**	**14 810**	**6 951 660**	**7 016 000**

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Bilan Passif

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	3 366 000	3 366 000	3 366 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			20 999	20 031
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves			344 219	325 831
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice			1 988	19 355
		TOTAL situation nette :	**3 733 205**	**3 731 217**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**3 733 205**	**3 731 217**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
		AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques			33 906	35 406
Provisions pour charges				
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**33 906**	**35 406**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			272 189	63 895
Emprunts et dettes financières divers			2 357 592	2 637 513
		TOTAL dettes financières :	**2 629 781**	**2 701 408**
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			414 024	396 433
Dettes fiscales et sociales			134 151	141 810
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			6 594	9 725
		TOTAL dettes diverses :	**554 768**	**547 968**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE				
		DETTES	**3 184 549**	**3 249 376**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	6 951 660	7 016 000

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AUDITS

Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	650 563		650 563	711 379
Chiffres d'affaires nets	**650 563**		**650 563**	**711 379**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			546	612
Autres produits			5	4
PRODUITS D'EXPLOITATION			**651 114**	**711 994**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			17 815	21 507
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			351 908	359 097
TOTAL charges externes :			**369 723**	**380 604**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			7 591	(9 986)
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			282 770	307 720
Charges sociales			85 281	92 566
TOTAL charges de personnel :			**368 051**	**400 286**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 825	4 948
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			**3 825**	**4 948**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			70	15
CHARGES D'EXPLOITATION			**749 260**	**775 867**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**(98 146)**	**(63 872)**

CHD Audit Hauts-de-France Commissaire aux Comptes inscrit COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Compte de Résultat (Seconde Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(98 146)**	**(63 872)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	105 864	106 744
Autres intérêts et produits assimilés	16 977	19 998
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	430	
	123 271	**126 742**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	24 637	31 827
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	24 637	**31 827**
RÉSULTAT FINANCIER	**98 634**	**94 915**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**488**	**31 042**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 500	
	1 500	**2**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions		11 689
		11 689
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**1 500**	**(11 687)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**775 884**	**838 736**
TOTAL DES CHARGES	**773 897**	**819 883**
BÉNÉFICE OU PERTE	1 988	19 355

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce ainsi que du règlement du CRC n° 2014-03.

Nous avons appliqué les simplifications offertes par le plan comptable aux PME concernant la possibilité de continuer d'amortir les biens non décomposables sur leur durée d'usage.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Faits marquants de l'exercice

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Aucun fait marquant n'est à signaler sur l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes

a) Les immobilisations

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	10 ans

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le secteur de la presse connait une mutation depuis quelques années, incitant le Groupe à des changements de stratégie.

Dans ce secteur, il est important de considérer la valeur économique d'un titre par rapport notamment à sa diffusion et à son audience print et web, au-delà des résultats économiques.

Publi-Louvre

Il faut signaler un fait nouveau important ayant un impact favorable sur la valorisation de la société. En effet, la loi Pacte pérennisant le dispositif de la publicité légale dans la presse, les journaux qui disposent d'une habilitation à publier les annonces légales font l'objet d'un intérêt renforcé de la part des investisseurs. Or, la société Publi-Louvre dispose de trois habilitations dans des départements à forte activité économique donc à fort potentiel d'annonces : Hauts de Seine, Seine Saint Denis et Val de Marne.
De plus des partenariats avec des titres économiques nationaux ont été signés pour la publication d'annonces légales.
Ce point d'intérêt pour la presse diffusant des annonces légales bénéficie aussi à tous les autres titres du Groupe.

Société Ardennaise de Presse

Dans un contexte économique difficile, une restructuration a été mise en œuvre à compter du 1er septembre 2018 pour rééquilibrer l'exploitation du journal. Elle n'a donc produit son effet qu'au cours du dernier quadrimestre de l'année 2018 alors qu'elle entraînait, dans l'immédiat, des charges directement liées à cette restructuration. Les mesures suivantes ont été prises :

- La société a quitté ses locaux de Charleville-Mézières, d'où une appréciable économie,
- Elle ne supporte plus de charges de personnel d'accueil, commercial, graphiste et animateur des ventes.

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

- S'agissant des journalistes, un rapprochement avec le pôle des journaux de l'Aisne permet des économies d'échelle, sachant que les salaires des journalistes collaborant à la Semaine des Ardennes ne lui sont imputés qu'à hauteur de 20 % et 30 %.
- Limitation du budget des honoraires et des frais de correspondants

L'exercice 2019 devrait donc enregistrer en année pleine le bénéfice d'une forte réduction des coûts, de l'ordre de 100 à 150 K€.

Parallèlement, *La Semaine des Ardennes* disposant d'une habilitation à la publication des annonces légales et d'un site Internet consacré pour l'essentiel à l'information politique et générale, donc susceptible d'être également habilité, son fonds de commerce se trouve revalorisé.

Nous disposons donc ainsi d'éléments favorables à un redressement significatif de l'exploitation dès 2019.

Oise Publications :

Avec la création de deux nouvelles éditions du « Bonhomme Picard » qui étend ainsi sa zone de diffusion, la société continue son développement malgré cette période difficile pour la presse en général. On observe notamment une évolution positive de la diffusion payée du titre.

Après quelques années d'accompagnement commercial par un conseiller externe, la société a pris la décision de gérer de manière autonome la commercialisation de l'espace publicitaire de ses journaux. Elle en attend une progression de son chiffre d'affaires en 2019.

Par ailleurs, d'importantes économies au niveau des honoraires et frais de correspondants ont été engagées.

Observations d'ordre général :

Le groupe a engagé un important effort de transition numérique, dans toutes les entités du Groupe, non seulement dans le secteur de l'impression sur rotative numérique qui se développe de manière satisfaisante, mais également dans le domaine éditorial et commercial.

On constate une progression constante de la fréquentation des sites internet, en particulier celle de l' « Observateur.fr », qui dépasse aujourd'hui 680 000 visites par mois. En outre, le Groupe a développé un kiosque numérique avec une application associée accueillant les journaux du Groupe et ceux d'éditeurs tiers.

Cette présence renforcée dans le marché du numérique ouvre des perspectives commerciales prometteuses (ventes d'espaces publicitaires en programmatique ou de gré à gré, etc...).

Cette stratégie de mutation vers les supports digitaux, à partir de la force des marques de presse, implique nécessairement des investissements humains et matériels dont la rentabilité ne peut être immédiate. Elle est pourtant essentielle pour offrir au Groupe Sogemedia un avenir dans le secteur de l'information et de la communication, particulièrement sensible aux médias capables d'atteindre des cibles personnalisées et des marchés locaux.

Enfin, on peut noter que la directive européenne, créant un droit voisin du droit d'auteur en-cours de transposition en droit français, apportera une ressource complémentaire aux journaux dont le contenu éditorial est repris par les plateformes digitales (google, facebook...).

Notons à cet égard que les partenaires bancaires du Groupe valident sa stratégie en le soutenant à travers, par exemple, un prêt de 250 K€ sur 5 ans accordé par le Crédit du Nord.

c) Créances

Elles sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Intégration fiscale

La société Sogemedia est intégrée fiscalement au Groupe portant le même nom depuis le 1er janvier 2000.

Elle supporte pendant la durée de l'intégration la charge d'impôt sur les sociétés « théorique » calculé sur ses résultats propres comme en l'absence d'option pour l'intégration.

La société Mère dispose ainsi d'une créance d'un montant égal à l'impôt sur les sociétés comptabilisé par ses filiales. Ce montant est inscrit en compte inter sociétés générateur d'aucun intérêt.

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les économies d'impôt réalisées par la société Mère lui bénéficient définitivement.
Au même titre que l'impôt sociétés calculé sur ses propres résultats, la charge d'impôt complémentaire « théorique » liée à des corrections ou rectifications ultérieures est supportée par la société filiale Sogemedia.

Par ailleurs, seule redevable de l'impôt société, la société Mère Sogemedia est également titulaire de la créance au titre du CICE.
Le CICE comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 202 K€ (dont 13 K€ propre).

Au bilan, il a été imputé au poste « Autres créances » pour 202 K€ (somme à se faire rembourser par l''Etat).

La société Mère Sogemedia dispose en parallèle d'une dette d'un montant de 189 K€ comptabilisée par ses filiales (somme qui sera restituée aux différentes filiales). Ce montant est inscrit en compte inter-sociétés générateur d'aucun intérêt.

Liste des sociétés intégrées fiscalement

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE DE AMIENS

SOCIETES	N° SIRET	CODE NAF	
SA SOGEMEDIA	40923784900016	5813Z	Mère
SAS PROPUBLIC	59202186900041	5814Z	Filiale
SAS L'OBSERVATEUR	44632040000034	5813Z	Filiale
SARL OISE PUBLICATIONS	41834449500019	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DE L'ADOUR	39882498700042	5813Z	Filiale
SA SOCENDI	67204136500012	5814Z	Filiale
SARL L'IMPRIMERIE DE L'AVESNOIS	44542020100060	5814Z	Filiale
SAS NPI	34899218100019	5814Z	Filiale
SA CROSS MEDIA CONSULTING	41407858400086	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DU DEMOCRATE	48004213400027	5813Z	Filiale
SARL ATELIER GRAPHIQUE AVESNOIS	49322381200014	1812Z	Filiale
SA PRESSE MEDIAS LOCAUX	74652004800057	5813Z	Filiale
SARL ALEF	40058111200028	7022Z	Filiale
EURL PUBLI LOUVRE	49184785100053	5813Z	Filiale

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 13 100 €.

Au compte de résultat, la société a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales).

Au bilan, il a été imputé en déduction du poste « IS à payer » et figure au niveau des « Autres créances ».

Ce « produit » correspond au crédit d'impôt qui va être demandé à l'occasion de la déclaration du solde de l'impôt société.

Il traduit le droit au CICE acquis par la société relatif aux rémunérations éligibles comptabilisées dans l'exercice (en appréciant par année civile la probabilité d'obtention finale du montant déterminé de CICE au titre de chaque salarié).

Le CICE a permis notamment de participer au financement en matière :

- d'investissements réalisés pour : 4 093 €.
- de reconstitution de notre fonds de roulement pour : 9 007 €.

Transactions entre les entreprises liées

Conformément à l'article R 123-197-A du code du commerce nous vous précisons que la société effectue des transactions entre parties liées à des valeurs normales du marché.

Immobilisations

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 540		2 690
TOTAL immobilisations incorporelles :	**3 540**		**2 690**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 263		1 403
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	**18 263**		**1 403**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 178 555		108 796
Autres titres immobilisés	240		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	**5 178 795**		**108 796**
TOTAL GÉNÉRAL	5 200 598		112 889

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		3 540	2 690	
TOTAL immobilisations incorporelles :		**3 540**	**2 690**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		2 713	16 953	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		**2 713**	**16 953**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		106 720	5 180 631	
Autres titres immobilisés		80	160	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :		**106 800**	**5 180 791**	
TOTAL GÉNÉRAL		113 053	5 200 434	

© Sage

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	2 839	816	3 540	115
TOTAL immobilisations incorporelles :	**2 839**	**816**	**3 540**	**115**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	14 400	3 009	2 713	14 696
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**14 400**	**3 009**	**2 713**	**14 696**
TOTAL GÉNÉRAL	17 238	3 825	6 253	14 810

CRO Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	816		
TOTAL immobilisations incorporelles :	**816**		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 009		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	**3 009**		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	3 825		

Provisions Inscrites au Bilan

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	35 406		1 500	33 906
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	**35 406**		**1 500**	**33 906**

Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				

TOTAL GÉNÉRAL	35 406		1 500	33 906

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	108 790	108 790	
Prêts			
Autres Immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	**108 790**	**108 790**	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	284 599	284 599	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	546	546	
État - Impôts sur les bénéfices	206 638	206 638	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	52 634	52 634	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	1 208 201		1 208 201
Débiteurs divers	1 824	1 824	
TOTAL de l'actif circulant :	**1 754 443**	**546 241**	**1 208 201**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 218	9 218	
TOTAL GÉNÉRAL	1 872 450	664 249	1 208 201

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	46 354	46 354		
- à plus d' 1 an à l'origine	225 835	48 877	176 958	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	414 024	414 024		
Personnel et comptes rattachés	36 476	36 476		
Sécurité sociale et autres organismes	32 277	32 277		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	60 397	60 397		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 000	5 000		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés	2 357 592	277 855	2 079 737	
Autres dettes	6 594	6 594		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	3 184 549	927 855	2 256 694	

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 987
Dettes fiscales et sociales	35 175
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	580
Autres dettes	658
TOTAL	175 400

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	546
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	1 824
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	2 370

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	9 218	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	9 218	

C.R.C. Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Détail des Transferts de Charges

NATURE	Montant
Remboursement de salaires sur formation	546
TOTAL	546

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	736 959
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	18 415
Autres engagements donnés :	
TOTAL	755 374

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

ENGAGEMENTS REÇUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	

Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	225 835
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	225 835

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		5 071 841	
Créances rattachées à des participations		108 790	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		269 456	
Autres créances		1 208 201	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		1 173 503	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		391 105	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	220000	15,3
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	220000	15,3

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

François-Xavier ZALISZ
Raphaël DEMEESTERE
Commissaires aux Comptes
CRCC de DOUAI

CHD
Audit - Hauts de France

Z.A ValPark
B.P 10004
59316 VALENCIENNES Cedex 9
Tél. 03.27.46.01.96
E-mail : valenciennes@groupechd.fr

SAS « SOGEMEDIA »

au capital de 3 366 000 €

Siège social :

Rue Robert Bichet
59440 AVESNELLES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2018

Ce rapport contient 24 pages dont page de garde et annexes.

CHD

A l'Assemblée Générale de la société SOGEMEDIA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOGEMEDIA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'Annexe des comptes annuels concernant les règles spécifiques de valorisation des titres de participation détenus sur les filiales du Groupe et la situation économique du secteur d'activité.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont

pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valenciennes,
Le 14 juin 2019

Pour la société
CHD AUDIT Hauts-de-France

François-Xavier ZALISZ
Commissaire aux comptes associé
CRCC de Douai

Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	2 690	115	2 575	701
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL Immobilisations incorporelles :	**2 690**	**115**	**2 575**	**701**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	16 953	14 696	2 257	3 863
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles :	**16 953**	**14 696**	**2 257**	**3 863**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 071 841		5 071 841	5 071 835
Créances rattachées à des participations	108 790		108 790	106 720
Autres titres immobilisés	160		160	240
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL Immobilisations financières :	**5 180 791**		**5 180 791**	**5 178 795**
ACTIF IMMOBILISÉ	**5 200 434**	**14 810**	**5 185 623**	**5 183 359**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	284 599		284 599	376 349
Autres créances	1 469 838		1 469 838	1 445 736
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	**1 754 437**		**1 754 437**	**1 822 085**
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	2 382		2 382	4 061
Charges constatées d'avance	9 218		9 218	6 495
TOTAL disponibilités et divers :	**11 600**		**11 600**	**10 556**
ACTIF CIRCULANT	**1 766 036**		**1 766 036**	**1 832 640**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	6 966 470	14 810	6 951 660	7 016 000

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes Inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Bilan Passif

RUBRIQUES			Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
SITUATION NETTE				
Capital social ou individuel	dont versé	3 366 000	3 366 000	3 366 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				
Écarts de réévaluation	dont écart d'équivalence			
Réserve légale			20 999	20 031
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves			344 219	325 831
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice			1 988	19 355
		TOTAL situation nette :	**3 733 205**	**3 731 217**
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
		CAPITAUX PROPRES	**3 733 205**	**3 731 217**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
		AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques			33 906	35 406
Provisions pour charges				
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**33 906**	**35 406**
DETTES FINANCIÈRES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			272 189	63 895
Emprunts et dettes financières divers			2 357 592	2 637 513
		TOTAL dettes financières :	**2 629 781**	**2 701 408**
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES EN COURS				
DETTES DIVERSES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			414 024	396 433
Dettes fiscales et sociales			134 151	141 810
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			6 594	9 725
		TOTAL dettes diverses :	**554 768**	**547 968**
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE				
		DETTES	**3 184 549**	**3 249 376**
Ecarts de conversion passif				
		TOTAL GÉNÉRAL	6 951 660	7 016 000

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	650 563		650 563	711 379
Chiffres d'affaires nets	**650 563**		**650 563**	**711 379**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			546	612
Autres produits			5	4
PRODUITS D'EXPLOITATION			**651 114**	**711 994**
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			17 815	21 507
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnement				
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]				
Autres achats et charges externes			351 908	359 097
TOTAL charges externes :			**369 723**	**380 604**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			7 591	(9 986)
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			282 770	307 720
Charges sociales			85 281	92 566
TOTAL charges de personnel :			**368 051**	**400 286**
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 825	4 948
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			**3 825**	**4 948**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			70	15
CHARGES D'EXPLOITATION			**749 260**	**745 867**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**(98 146)**	**(33 872)**

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Compte de Résultat (Seconde Partie)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**(98 146)**	**(63 872)**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	105 864	106 744
Autres intérêts et produits assimilés	16 977	19 998
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	430	
	123 271	**126 742**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	24 637	31 827
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	24 637	**31 827**
RÉSULTAT FINANCIER	**98 634**	**94 915**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**488**	**31 042**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 500	
	1 500	**2**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions		11 689
		11 689
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**1 500**	**(11 687)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**775 884**	**838 736**
TOTAL DES CHARGES	**773 897**	**819 883**
BÉNÉFICE OU PERTE	1 988	19 355

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce ainsi que du règlement du CRC n° 2014-03.

Nous avons appliqué les simplifications offertes par le plan comptable aux PME concernant la possibilité de continuer d'amortir les biens non décomposables sur leur durée d'usage.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Faits marquants de l'exercice

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Aucun fait marquant n'est à signaler sur l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes

a) Les immobilisations

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

• Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
• Mobilier	10 ans

b) Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le secteur de la presse connait une mutation depuis quelques années, incitant le Groupe à des changements de stratégie.

Dans ce secteur, il est important de considérer la valeur économique d'un titre par rapport notamment à sa diffusion et à son audience print et web, au-delà des résultats économiques.

Publi-Louvre

Il faut signaler un fait nouveau important ayant un impact favorable sur la valorisation de la société. En effet, la loi Pacte pérennisant le dispositif de la publicité légale dans la presse, les journaux qui disposent d'une habilitation à publier les annonces légales font l'objet d'un intérêt renforcé de la part des investisseurs. Or, la société Publi-Louvre dispose de trois habilitations dans des départements à forte activité économique donc à fort potentiel d'annonces : Hauts de Seine, Seine Saint Denis et Val de Marne.
De plus des partenariats avec des titres économiques nationaux ont été signés pour la publication d'annonces légales.
Ce point d'intérêt pour la presse diffusant des annonces légales bénéficie aussi à tous les autres titres du Groupe.

Société Ardennaise de Presse

Dans un contexte économique difficile, une restructuration a été mise en œuvre à compter du 1er septembre 2018 pour rééquilibrer l'exploitation du journal. Elle n'a donc produit son effet qu'au cours du dernier quadrimestre de l'année 2018 alors qu'elle entraînait, dans l'immédiat, des charges directement liées à cette restructuration. Les mesures suivantes ont été prises :

- La société a quitté ses locaux de Charleville-Mézières, d'où une appréciable économie,
- Elle ne supporte plus de charges de personnel d'accueil, commercial, graphiste et animateur des ventes.

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

- S'agissant des journalistes, un rapprochement avec le pôle des journaux de l'Aisne permet des économies d'échelle, sachant que les salaires des journalistes collaborant à la Semaine des Ardennes ne lui sont imputés qu'à hauteur de 20 % et 30 %.
- Limitation du budget des honoraires et des frais de correspondants

L'exercice 2019 devrait donc enregistrer en année pleine le bénéfice d'une forte réduction des coûts, de l'ordre de 100 à 150 K€.

Parallèlement, *La Semaine des Ardennes* disposant d'une habilitation à la publication des annonces légales et d'un site Internet consacré pour l'essentiel à l'information politique et générale, donc susceptible d'être également habilité, son fonds de commerce se trouve revalorisé.

Nous disposons donc ainsi d'éléments favorables à un redressement significatif de l'exploitation dès 2019.

Oise Publications :

Avec la création de deux nouvelles éditions du « Bonhomme Picard » qui étend ainsi sa zone de diffusion, la société continue son développement malgré cette période difficile pour la presse en général. On observe notamment une évolution positive de la diffusion payée du titre.

Après quelques années d'accompagnement commercial par un conseiller externe, la société a pris la décision de gérer de manière autonome la commercialisation de l'espace publicitaire de ses journaux. Elle en attend une progression de son chiffre d'affaires en 2019.

Par ailleurs, d'importantes économies au niveau des honoraires et frais de correspondants ont été engagées.

Observations d'ordre général :

Le groupe a engagé un important effort de transition numérique, dans toutes les entités du Groupe, non seulement dans le secteur de l'impression sur rotative numérique qui se développe de manière satisfaisante, mais également dans le domaine éditorial et commercial.

On constate une progression constante de la fréquentation des sites internet, en particulier celle de l' « Observateur.fr », qui dépasse aujourd'hui 680 000 visites par mois. En outre, le Groupe a développé un kiosque numérique avec une application associée accueillant les journaux du Groupe et ceux d'éditeurs tiers.

Cette présence renforcée dans le marché du numérique ouvre des perspectives commerciales prometteuses (ventes d'espaces publicitaires en programmatique ou de gré à gré, etc...).

Cette stratégie de mutation vers les supports digitaux, à partir de la force des marques de presse, implique nécessairement des investissements humains et matériels dont la rentabilité ne peut être immédiate. Elle est pourtant essentielle pour offrir au Groupe Sogemedia un avenir dans le secteur de l'information et de la communication, particulièrement sensible aux médias capables d'atteindre des cibles personnalisées et des marchés locaux.

Enfin, on peut noter que la directive européenne, créant un droit voisin du droit d'auteur en-cours de transposition en droit français, apportera une ressource complémentaire aux journaux dont le contenu éditorial est repris par les plateformes digitales (google, facebook...).

Notons à cet égard que les partenaires bancaires du Groupe valident sa stratégie en le soutenant à travers, par exemple, un prêt de 250 K€ sur 5 ans accordé par le Crédit du Nord.

c) Créances

Elles sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Intégration fiscale

La société Sogemedia est intégrée fiscalement au Groupe portant le même nom depuis le 1er janvier 2000.

Elle supporte pendant la durée de l'intégration la charge d'impôt sur les sociétés « théorique » calculé sur ses résultats propres comme en l'absence d'option pour l'intégration.

La société Mère dispose ainsi d'une créance d'un montant égal à l'impôt sur les sociétés comptabilisé par ses filiales. Ce montant est inscrit en compte inter sociétés générateur d'aucun intérêt.

Règles et Méthodes comptables

(Code du commerce – articles 9 et 11 – Décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 – articles 7, 21,24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les économies d'impôt réalisées par la société Mère lui bénéficient définitivement.
Au même titre que l'impôt sociétés calculé sur ses propres résultats, la charge d'impôt complémentaire « théorique » liée à des corrections ou rectifications ultérieures est supportée par la société filiale Sogemedia.

Par ailleurs, seule redevable de l'impôt société, la société Mère Sogemedia est également titulaire de la créance au titre du CICE.
Le CICE comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 202 K€ (dont 13 K€ propre).

Au bilan, il a été imputé au poste « Autres créances » pour 202 K€ (somme à se faire rembourser par l''Etat).

La société Mère Sogemedia dispose en parallèle d'une dette d'un montant de 189 K€ comptabilisée par ses filiales (somme qui sera restituée aux différentes filiales). Ce montant est inscrit en compte inter-sociétés générateur d'aucun intérêt.

Liste des sociétés intégrées fiscalement

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE DES

SOCIETES	N° SIRET	CODE NAF	
SA SOGEMEDIA	40923784900016	5813Z	Mère
SAS PROPUBLIC	59202186900041	5814Z	Filiale
SAS L'OBSERVATEUR	44632040000034	5813Z	Filiale
SARL OISE PUBLICATIONS	41834449500019	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DE L'ADOUR	39882498700042	5813Z	Filiale
SA SOCENDI	67204136500012	5814Z	Filiale
SARL L'IMPRIMERIE DE L'AVESNOIS	44542020100060	5814Z	Filiale
SAS NPI	34899218100019	5814Z	Filiale
SA CROSS MEDIA CONSULTING	41407858400086	5813Z	Filiale
SARL LES EDITIONS DU DEMOCRATE	48004213400027	5813Z	Filiale
SARL ATELIER GRAPHIQUE AVESNOIS	49322381200014	1812Z	Filiale
SA PRESSE MEDIAS LOCAUX	74652004800057	5813Z	Filiale
SARL ALEF	40058111200028	7022Z	Filiale
EURL PUBLI LOUVRE	49184785100053	5813Z	Filiale

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) comptabilisé dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice s'élève à 13 100 €.

Au compte de résultat, la société a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales).

Au bilan, il a été imputé en déduction du poste « IS à payer » et figure au niveau des « Autres créances ».

Ce « produit » correspond au crédit d'impôt qui va être demandé à l'occasion de la déclaration du solde de l'impôt société.

Il traduit le droit au CICE acquis par la société relatif aux rémunérations éligibles comptabilisées dans l'exercice (en appréciant par année civile la probabilité d'obtention finale du montant déterminé de CICE au titre de chaque salarié).

Le CICE a permis notamment de participer au financement en matière :

- d'investissements réalisés pour : 4 093 €.
- de reconstitution de notre fonds de roulement pour : 9 007 €.

Transactions entre les entreprises liées

Conformément à l'article R 123-197-A du code du commerce nous vous précisons que la société effectue des transactions entre parties liées à des valeurs normales du marché.

Immobilisations

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	3 540		2 690
TOTAL Immobilisations incorporelles :	**3 540**		**2 690**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 263		1 403
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL Immobilisations corporelles :	**18 263**		**1 403**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 178 555		108 796
Autres titres immobilisés	240		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL Immobilisations financières :	**5 178 795**		**108 796**
TOTAL GÉNÉRAL	5 200 598		112 889

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		3 540	2 690	
TOTAL Immobilisations incorporelles :		**3 540**	**2 690**	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.		2 713	16 953	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations corporelles :		**2 713**	**16 953**	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		106 720	5 180 631	
Autres titres immobilisés		80	160	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL Immobilisations financières :		**106 800**	**5 180 791**	
TOTAL GÉNÉRAL		113 053	5 200 434	

© Sage

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Montant début exercice**	**Augmentations dotations**	**Diminutions reprises**	**Montant fin exercice**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	2 839	816	3 540	115
TOTAL immobilisations incorporelles :	**2 839**	**816**	**3 540**	**115**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	14 400	3 009	2 713	14 696
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	**14 400**	**3 009**	**2 713**	**14 696**
TOTAL GÉNÉRAL	17 238	3 825	6 253	14 810

CRD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	**Amortissements linéaires**	**Amortissements dégressifs**	**Amortissements exceptionnels**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	816		
TOTAL immobilisations incorporelles :	**816**		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	3 009		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	**3 009**		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	3 825		

Provisions Inscrites au Bilan

SOGEMEDIA

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 04/06/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.				
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	35 406		1 500	33 906
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	**35 406**		**1 500**	**33 906**
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
TOTAL GÉNÉRAL	35 406		1 500	33 906

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

© Sage

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	108 790	108 790	
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :	**108 790**	**108 790**	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	284 599	284 599	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	546	546	
État - Impôts sur les bénéfices	206 638	206 638	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	52 634	52 634	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	1 208 201		1 208 201
Débiteurs divers	1 824	1 824	
TOTAL de l'actif circulant :	**1 754 443**	**546 241**	**1 208 201**
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 218	9 218	
TOTAL GÉNÉRAL	1 872 450	664 249	1 208 201

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	46 354	46 354		
- à plus d' 1 an à l'origine	225 835	48 877	176 958	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	414 024	414 024		
Personnel et comptes rattachés	36 476	36 476		
Sécurité sociale et autres organismes	32 277	32 277		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	60 397	60 397		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 000	5 000		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés	2 357 592	277 855	2 079 737	
Autres dettes	6 594	6 594		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GÉNÉRAL	3 184 549	927 855	2 256 694	

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	138 987
Dettes fiscales et sociales	35 175
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	580
Autres dettes	658
TOTAL	175 400

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	546
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	1 824
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	2 370

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	9 218	
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	9 218	

SAS Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Détail des Transferts de Charges

NATURE	Montant
Remboursement de salaires sur formation	546

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

TOTAL	546

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	736 959
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	18 415
Autres engagements donnés :	
TOTAL	755 374

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

ENGAGEMENTS REÇUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	

Dettes Garanties par des Sûretés Réelles

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	225 835
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	225 835

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Eléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

POSTES OU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		5 071 841	
Créances rattachées à des participations		108 790	
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		269 456	
Autres créances		1 208 201	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		1 173 503	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		391 105	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	220000	15,3
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	220000	15,3

CHD Audit Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes inscrit
COMPAGNIE RÉGIONALE D'AMIENS

SOGEMEDIA
Société par actions simplifiée
Au capital de 3.366.000 euros
Siège social : Rue Robert Bichet
59440 AVESNELLES
RCS VALENCIENNES 409.237.849

ASSEMBLEE GENERALE

DU 20 JUIN 2019

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 1.988 euros de la façon suivante :

- 5 % à la « Réserve Légale », soit	99 euros
- le solde, au compte « Autres Réserves », soit	1.889 euros
Total	1.988 euros

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale constate qu'aucune somme n'a été distribuée à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Vote de l'Assemblée Générale du 20 juin 2019

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Le Président
Monsieur Jean-Pierre VITTU DE KERRAOUL

SOGEMEDIA
Société par actions simplifiée
Au capital de 3.366.000 euros
Siège social : Rue Robert Bichet
59440 AVESNELLES
RCS VALENCIENNES 409.237.849

GREFFE du TRIBUNAL de COMMERCE de
29 JUIL. 2019
VALENCIENNES (Nord)

GREFFE DU TRIBUNAL DE
COMMERCE
5 Place du Commerce
59300 VALENCIENNES

Le 20 juin 2019

Messieurs,

Nous vous prions de trouver sous ce pli, les documents suivants, relatifs à l'assemblée générale ordinaire annuelle de notre société, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

- les comptes annuels (bilan, comptes de résultat et annexe),
- le rapport général du Commissaire aux comptes,
- la proposition d'affectation du résultat et son adoption,
- un chèque à l'ordre de Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce d'un montant de 45,73 euros.

Vous en souhaitant bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président
M. Jean-Pierre VITTU DE KERRAOUL